

Littératie financière et accès aux services financiers au Maroc : une analyse en composantes principales des déterminants de l'inclusion financière

Financial literacy and access to financial services in Morocco: a principal component analysis of the determinants of financial inclusion.

Auteur 1 : MOUZOUN Zakarya.

Auteur 2 : AMMI Anouar

MOUZOUN Zakarya, (ORCID : 0000-0003-2642-3055 , Docteur en Sciences de Gestion des Organisations)
Université Ibn Tofail / Ecole Nationale de Commerce et de Gestion - Maroc

AMMI Anouar, (ORCID : 0009-0007-7550-9169, Enseignant-Chercheur)
Université Ibn Tofail / Ecole Nationale de Commerce et de Gestion - Maroc

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : MOUZOUN .Z & AMMI .A (2025) « Littératie financière et accès aux services financiers au Maroc : une analyse en composantes principales des déterminants de l'inclusion financière », African Scientific Journal « Volume 03, Num 33 » Pp: 1483 – 1508.



DOI : 10.5281/zenodo.18119383
Copyright © 2025 – ASJ



Résumé :

L'article examine le lien entre la littératie financière et l'accès aux services financiers au Maroc, dans un contexte marqué par la digitalisation rapide des services bancaires et la mise en œuvre progressive de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF). Inscrite dans un paradigme positiviste et une démarche quantitative hypothético-déductive, l'étude s'appuie sur une enquête par questionnaire administrée auprès d'un échantillon d'individus marocains. Les données recueillies ont été traitées à l'aide d'une Analyse en Composantes Principales (ACP) sous SPSS, permettant d'identifier les dimensions latentes qui structurent les comportements d'accès et d'usage des services financiers formels.

Les résultats de l'ACP révèlent deux axes principaux. Le premier correspond à une dimension d'inclusion effective, expliquant 21,18 % de la variance totale, et renvoie à la détention et à l'utilisation régulière de services financiers tels que les comptes bancaires, les moyens de paiement électroniques, les prêts ou les assurances. Cette dimension traduit le passage d'une simple bancarisation à une véritable utilisation active des services financiers. Le second axe, représentant 10,81 % de la variance, reflète des facteurs liés à la littératie financière et à la confiance institutionnelle, influencés par l'exposition aux programmes d'éducation financière, le niveau d'information perçu, ainsi que les caractéristiques du milieu d'habitation (urbain/rural). Cet axe met en évidence l'importance des compétences cognitives et de la perception de fiabilité du système bancaire dans les choix financiers.

Ces résultats soulignent que la littératie financière constitue un déterminant majeur de la compréhension, de l'appropriation et de l'usage éclairé des services financiers, favorisant ainsi l'autonomisation économique et l'intégration des citoyens dans le système formel. L'étude met également en lumière la nécessité de renforcer les politiques publiques axées sur l'éducation financière, la transparence institutionnelle et la digitalisation inclusive des services financiers. Enfin, les conclusions suggèrent que l'amélioration simultanée du niveau de littératie et de la confiance institutionnelle constitue une condition indispensable pour réduire les inégalités d'accès et soutenir une inclusion financière durable au Maroc.

Mots-clés :

Inclusion financière ; Littératie financière ; Accès aux services financiers ; Confiance institutionnelle ; Analyse en Composantes Principales ; Maroc.

Abstract

The article examines the relationship between financial literacy and access to financial services in Morocco, within a context marked by the rapid digitalization of banking services and the progressive implementation of the National Financial Inclusion Strategy (SNIF). Grounded in a positivist paradigm and a quantitative, hypothesis-driven approach, the study draws on a questionnaire survey administered to a sample of Moroccan individuals. The collected data was processed through Principal Component Analysis (PCA) using SPSS, enabling the identification of latent dimensions that structure access and usage behaviors related to formal financial services. The PCA results reveal two main components. The first corresponds to an “effective inclusion” dimension, accounting for 21.18% of the total variance, and relates to the ownership and regular use of financial services such as bank accounts, electronic payment tools, credit products, and insurance. This dimension reflects the transition from simple bank account ownership to an active and sustained engagement with financial services. The second component, explaining 10.81% of the variance, captures factors associated with financial literacy and institutional trust, influenced by exposure to financial education programs, perceived levels of information, and residential characteristics (urban vs. rural). This axis highlights the importance of cognitive competencies and perceived institutional reliability in shaping individuals’ financial decisions.

The findings demonstrate that financial literacy is a key determinant of individuals’ understanding, appropriation, and informed use of financial services, thereby fostering economic empowerment and integration into the formal financial system. The study further underscores the need to strengthen public policies focused on financial education, institutional transparency, and inclusive digitalization of financial services. Finally, the conclusions suggest that improving both financial literacy and institutional trust is essential to reducing access inequalities and supporting sustainable financial inclusion in Morocco.

Keywords:

Financial inclusion; Financial literacy; Access to financial services; Institutional trust; Principal Component Analysis; Morocco.

Introduction

Depuis le début du XXI^e siècle, la littératie financière s'affirme comme un pilier du développement humain, au même titre que l'éducation et la santé. Dans une économie mondialisée et numérisée, elle conditionne la capacité des individus à prendre des décisions éclairées et à réduire leur vulnérabilité économique. Elle renvoie, selon l'OCDE (2022), à l'ensemble des connaissances, attitudes et comportements permettant de gérer efficacement ses ressources et d'utiliser les services financiers de façon pertinente. La Banque mondiale (2021) la considère, en outre, comme un levier d'autonomisation et de réduction des inégalités, en renforçant la planification, l'investissement et la projection des ménages dans l'avenir. Dans ce contexte, cette recherche porte sur l'analyse du rôle de la littératie financière dans la dynamique de l'inclusion financière au Maroc, en mettant l'accent sur ses effets sur l'accès aux services financiers formels, leur usage effectif et la confiance envers les institutions financières.

L'inclusion financière apparaît, quant à elle, comme une composante essentielle des stratégies de développement durable. Elle se définit comme la capacité pour les ménages et les entreprises d'accéder à des services financiers utiles et abordables - épargne, crédit, assurance, paiement - offerts de manière responsable et adaptée à leurs besoins (Demirgüç-Kunt et al., 2022). Elle favorise la participation économique, réduit la dépendance au secteur informel et soutient la résilience face aux chocs. Cependant, de nombreux travaux (Cámara & Tuesta, 2014; Lusardi & Mitchell, 2014) ont démontré que l'accès ne garantit pas nécessairement l'usage : il faut également comprendre les produits et avoir confiance dans les institutions qui les proposent. L'inclusion financière n'est donc pas seulement une question d'infrastructure, mais aussi de capacité cognitive et relationnelle.

Au Maroc, l'inclusion financière est devenue une priorité nationale, notamment depuis le lancement de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) en 2019 par Bank Al-Maghrib et le ministère de l'Économie et des Finances. Les efforts engagés ont permis une hausse du taux de détention de compte de 29 % en 2017 à 44 % en 2024 (Bank Al Maghreb, 2024). Toutefois, ce progrès reste inférieur aux moyennes mondiale et régionale, tandis que les écarts d'accès persistent au détriment des femmes, des jeunes et des populations rurales. La SNIF souligne ainsi que l'éducation financière et les dimensions cognitives sont désormais aussi déterminantes que l'extension du réseau bancaire.

Cette situation traduit une fracture financière et cognitive persistante. Des études montrent que la méfiance, la méconnaissance des produits bancaires et le faible niveau d'éducation financière constituent des obstacles majeurs à la participation au système formel. La Fondation Marocaine pour l'Éducation Financière (FMEF, 2023) observe que 59 % des Marocains n'ont jamais reçu de formation en gestion financière personnelle, et que seuls 36 % se déclarent capables de comprendre

le fonctionnement des produits bancaires de base (Slaoui et al., 2020). Cette carence crée un déséquilibre informationnel entre les institutions financières et les usagers, alimentant le recours à l'informel et limitant la diffusion des innovations bancaires, notamment dans les zones rurales et périurbaines.

Face à ces défis, la littératie financière apparaît comme un levier incontournable pour transformer l'accès théorique en inclusion effective. Elle améliore la capacité à gérer un budget, à comprendre les taux d'intérêt, à évaluer le risque d'endettement et à diversifier les instruments de paiement. En d'autres termes, elle permet de passer d'un comportement financier subi à une décision économique éclairée. Des travaux montrent que les individus les plus instruits financièrement adoptent plus rapidement les produits bancaires digitaux et planifient mieux leurs investissements. La littératie agit donc comme une compétence structurante, favorisant la confiance, la rationalité et la participation au système financier formel (Klapper et al., 2025).

Cependant, l'inclusion financière ne se résume pas à la simple ouverture d'un compte. Elle est désormais appréhendée dans une perspective multidimensionnelle, intégrant trois volets : l'accès, l'usage et la qualité des services. Cette approche, développée par Cámara & Tuesta (2014) et validée par Ngakosso (2024) dans le contexte africain, met en lumière la complémentarité des dimensions cognitives et comportementales. L'accès sans usage conduit à une inclusion passive ; l'usage sans qualité engendre l'insatisfaction ; et la qualité sans confiance compromet la durabilité du lien bancaire. Dans le cas marocain, cette triple articulation est particulièrement pertinente pour expliquer la faible conversion des nouveaux détenteurs de comptes en usagers réguliers des services financiers.

L'essor de la digitalisation financière au Maroc accentue ce besoin de compétence. La prolifération des services de paiement mobile, des plateformes fintech et des applications d'épargne numérique crée de nouvelles opportunités d'accès, mais aussi de nouvelles formes d'exclusion pour ceux qui manquent de connaissances technologiques.

Malgré les efforts entrepris dans le cadre de la SNIF et l'amélioration relative du taux de bancarisation, une question majeure demeure :

Dans quelle mesure la littératie financière influence-t-elle la dynamique d'inclusion financière au Maroc, et comment agit-elle sur l'accès, l'usage et la confiance envers les institutions ?

Cette interrogation conduit à plusieurs questions dérivées :

- (Q1) Dans quelle mesure les compétences financières de base améliorent-elles la capacité d'accès aux services formels ?
- (Q2) La littératie favorise-t-elle une utilisation durable et diversifiée des produits bancaires ?

- **(Q3)** Quel rôle joue la confiance institutionnelle dans la transformation de la connaissance en comportement d'usage ?
- **(Q4)** Les dispositifs d'éducation financière mis en œuvre par la FMEF et les banques marocaines contribuent-ils réellement à réduire les inégalités de participation ?

Ces questions traduisent un double enjeu scientifique et social : comprendre le rôle cognitif de la littératie dans les comportements financiers, et évaluer la portée des politiques publiques marocaines visant à démocratiser l'inclusion. Cette problématique s'inscrit dans la continuité des recherches de (Benyacoub, 2021; Ezzahid & Elouaourti, 2022; Mabrouk & Qafas, 2024; Seifelyazal et al., 2023; Slaoui et al., 2020), tout en cherchant à combler le manque d'analyses quantitatives contextualisées dans la littérature nationale.

Pour répondre à ces interrogations, cette recherche adopte une approche quantitative hypothético-déductive fondée sur le paradigme positiviste, permettant de tester empiriquement les relations entre les variables clés. Les données, recueillies auprès de 239 répondants à travers un questionnaire structuré, sont analysées par Analyse en Composantes Principales (ACP) via le logiciel SPSS, afin d'identifier les dimensions latentes structurant la relation entre littératie, confiance et inclusion. Ce choix méthodologique se justifie par la nature exploratoire et explicative du sujet, et par la volonté d'objectiver statistiquement les déterminants de l'inclusion.

Les objectifs de la recherche sont doubles : d'une part, identifier les principaux déterminants cognitifs et comportementaux de l'inclusion financière ; d'autre part, proposer un modèle conceptuel intégrateur reliant littératie, confiance institutionnelle et qualité perçue des services. Ce modèle vise à renforcer la compréhension du rôle de la compétence financière dans les dynamiques d'accès et d'usage, tout en fournissant des pistes concrètes pour les politiques publiques et les institutions financières. L'enjeu n'est pas seulement de mesurer, mais de comprendre comment la connaissance devient inclusion.

La suite de l'article se structure en quatre sections principales. La première présente la revue de littérature et le modèle conceptuel, en exposant les fondements théoriques de la relation entre littératie et inclusion. La deuxième décrit la méthodologie, ancrée dans le paradigme positiviste. La troisième analyse et interprète les résultats empiriques issus de l'ACP. Enfin, la conclusion propose des recommandations théoriques, managériales et politiques, soulignant l'importance de la littératie comme moteur de l'inclusion et de la croissance inclusive au Maroc.

Revue de littérature et modèle conceptuel :

L'inclusion financière, en tant que champ de recherche pluridisciplinaire, mobilise des approches issues de la finance, de l'économie du développement, et de la psychologie économique. Elle s'appuie sur la compréhension des comportements financiers des individus, des contraintes structurelles et des politiques publiques visant à élargir l'accès au système financier formel. La

littérature récente montre que la littératie financière – entendue comme la capacité à comprendre et à utiliser les informations financières – joue un rôle déterminant dans ce processus, en favorisant l’usage efficace et responsable des services financiers. Parallèlement, les travaux sur l’accès, l’utilisation et la qualité des services mettent en évidence une relation étroite entre l’éducation financière, la confiance institutionnelle et la participation économique. Dans cette perspective, la présente section propose une synthèse critique des principales contributions théoriques et empiriques relatives à la littératie financière et à l’inclusion, en s’appuyant sur les travaux récents appliqués aux pays de la région MENA et au Maroc en particulier. Elle aboutit à la formulation d’un modèle conceptuel intégrateur reliant les dimensions cognitives (littératie), comportementales (utilisation) et structurelles (qualité et accès) de l’inclusion financière.

1. Littératie financière : fondements, dimensions et portée socio-économique

La littératie financière est devenue un concept pivot dans la compréhension des comportements économiques contemporains. Elle désigne la capacité d’un individu à mobiliser des connaissances, des compétences et des attitudes nécessaires pour prendre des décisions financières éclairées et efficaces dans son environnement économique et social (OCDE, 2022). Selon Lusardi et Mitchell (2014), la littératie financière ne se réduit pas à la simple connaissance des produits bancaires : elle englobe la compréhension du fonctionnement des marchés, de la gestion du risque et du temps, et des stratégies d’optimisation des ressources. Elle représente ainsi un capital cognitif indispensable à la participation économique moderne.

Les définitions convergent autour de trois dimensions principales : la dimension cognitive, liée à la compréhension des notions financières de base ; la dimension comportementale, relative à l’application concrète de ces connaissances dans la gestion quotidienne ; et la dimension attitudinale, associée à la confiance, à la planification et à la propension à épargner (Batila Ngouala Kombo, 2021). Ces trois composantes sont interdépendantes et déterminent la manière dont les individus interagissent avec les institutions financières. Une connaissance théorique sans attitude proactive ou sans confiance institutionnelle ne conduit pas nécessairement à un comportement inclusif.

L’évolution du concept de littératie financière est intimement liée aux transformations du système financier mondial. Depuis la crise de 2008, les organismes internationaux - OCDE, Banque mondiale, FMI - insistent sur la nécessité de renforcer les compétences financières des citoyens afin de prévenir les comportements spéculatifs et d’améliorer la résilience économique. Dans ce contexte, la littératie financière est perçue non seulement comme un outil de protection du consommateur, mais aussi comme un instrument de stabilité macroéconomique (Varghese & Viswanathan, 2018). Elle agit comme un stabilisateur social face aux cycles d’endettement et d’exclusion.

Au niveau microéconomique, la littératie financière influence la qualité des décisions liées à la consommation, à l'épargne, à l'investissement et à l'assurance. Des individus mieux informés sont plus susceptibles de planifier leurs dépenses, d'utiliser les produits bancaires adaptés et de diversifier leurs sources de revenus. À l'inverse, le manque de connaissances financières se traduit par des comportements myopes : recours au crédit informel, absence d'épargne de précaution et vulnérabilité face aux chocs économiques. Comme le montre Leonard (2025) dans une étude menée en Afrique centrale, la faible maîtrise des concepts financiers de base accentue la dépendance vis-à-vis du secteur informel et aggrave la précarité économique.

Sur le plan macroéconomique, la littératie financière contribue à l'élargissement de la base de la bancarisation et à la mobilisation de l'épargne nationale. Elle facilite la circulation des capitaux et favorise l'intermédiation financière, moteurs essentiels de la croissance. Seifelyazal et al. (2023) ont montré, à travers une Analyse en Composantes Principales (ACP) appliquée à 18 pays de la région MENA, que la littératie financière améliore la qualité de l'accès aux services bancaires et renforce la corrélation entre inclusion et réduction des inégalités de revenus. Les individus financièrement instruits tendent à mieux intégrer les innovations numériques, ce qui élargit les canaux d'inclusion.

Dans le contexte africain, plusieurs études récentes (Dos Santos et al., 2021; Ngakosso, 2024) soulignent que la littératie financière représente une variable intermédiaire entre l'éducation formelle et la participation économique. Elle traduit la capacité d'un individu à transformer ses connaissances en comportements économiques productifs. Ces auteurs insistent sur la nécessité d'adapter les programmes d'éducation financière aux réalités socioculturelles locales : alphabétisation limitée, poids de l'économie informelle, méfiance envers les institutions et faible pénétration numérique. Sans contextualisation, la littératie demeure un savoir théorique sans effet transformationnel.

Au Maroc, la Fondation Marocaine pour l'Éducation Financière (FMEF) et Bank Al-Maghrib ont développé depuis 2013 plusieurs programmes d'éducation financière ciblant les jeunes, les femmes et les micro-entrepreneurs. Ces initiatives visent à renforcer la capacité des citoyens à comprendre les services bancaires, à gérer leur budget et à planifier leurs projets. Cependant, les enquêtes nationales (Bank Al Maghreb, 2024) montrent que la littératie reste faible, notamment dans les zones rurales. Ce déficit de compétences explique en partie le faible usage des comptes formels, même lorsque l'accès physique est assuré.

La digitalisation constitue aujourd'hui un vecteur de diffusion de la littératie financière. Les plateformes de mobile banking, les applications d'épargne et les campagnes numériques permettent de vulgariser les notions financières à moindre coût. Toutefois, ces outils supposent un minimum de maîtrise technologique et de confiance envers les canaux digitaux. Or, dans les

contextes où le taux d'alphabétisation numérique demeure faible, la digitalisation risque de creuser de nouvelles formes d'exclusion : une fracture financière numérique (Ngakosso, 2024).

De manière plus large, la littératie financière peut être interprétée comme une forme de capacité économique, au sens d'Amartya Sen. Elle augmente la liberté réelle des individus en leur permettant d'agir, de choisir et de planifier leurs objectifs économiques. Dans cette perspective, l'éducation financière n'est pas seulement un outil de performance individuelle, mais un instrument de justice sociale. En donnant aux citoyens les moyens cognitifs de participer au système financier, elle contribue à la démocratisation de la croissance et à la construction d'un développement plus inclusif.

Ainsi, la littératie financière occupe une place centrale dans le paradigme de l'inclusion financière. Elle constitue à la fois un facteur explicatif, un indicateur de qualité et un levier d'action pour les politiques publiques. La littérature récente converge vers une conclusion commune : sans une éducation financière adaptée, les réformes institutionnelles et technologiques restent incomplètes. La littératie agit comme le socle cognitif et comportemental de l'inclusion ; elle transforme l'accès potentiel en usage effectif et soutenable des services financiers, condition essentielle à une croissance équitable et durable.

2. Accès, utilisation et qualité des services financiers : une approche multidimensionnelle

L'inclusion financière repose sur trois dimensions interdépendantes : l'accès, l'utilisation et la qualité des services financiers. Cette typologie, adoptée par la Banque mondiale et de nombreux chercheurs (Cámara & Tuesta, 2014; Park & Mercado, 2018), permet d'appréhender la complexité du phénomène au-delà de la simple détention d'un compte bancaire. L'« accès » renvoie à la possibilité physique et économique d'ouvrir un compte, d'obtenir un crédit ou de recourir à un service d'assurance. L'« utilisation » traduit la fréquence et l'intensité de l'usage des produits financiers, tandis que la « qualité » évalue leur pertinence, leur transparence et leur capacité à répondre aux besoins réels des usagers.

La dimension de l'accès dépend principalement des infrastructures financières et du cadre institutionnel. Elle inclut la disponibilité des agences bancaires, des guichets automatiques et des solutions numériques, ainsi que les conditions d'éligibilité imposées aux clients. Beck et Demirgüç-Kunt (2008) ont montré que les coûts élevés, la distance géographique et la complexité administrative constituent des obstacles majeurs à l'accès, surtout dans les pays en développement. Au Maroc, bien que la densité du réseau bancaire se soit accrue, les écarts demeurent significatifs entre zones urbaines et rurales, mettant en lumière une inclusion encore inégalement répartie (Bank Al Maghreb, 2024).

La dimension de l'utilisation renvoie à la capacité réelle des individus à tirer profit des services financiers disponibles. De nombreux clients disposent d'un compte mais ne l'activent que rarement, voire jamais, ce qui traduit une inclusion partielle. Allen et al. (2016) distinguent ainsi entre inclusion « formelle » et inclusion « fonctionnelle ». Les travaux récents de Seifelyazal et al. (2023) dans la région MENA confirment que la fréquence d'utilisation des produits bancaires dépend non seulement du revenu et de l'éducation, mais aussi du niveau de littératie financière, de la confiance institutionnelle et de la perception de la valeur ajoutée des services.

La qualité des services financiers constitue une dimension critique de l'inclusion durable. Elle englobe la clarté des informations fournies, la transparence des coûts, la rapidité des services, et la capacité des institutions à adapter leurs produits aux spécificités des clients. Une inclusion centrée sur la quantité d'utilisateurs sans amélioration de la qualité peut produire des effets pervers : surendettement, méfiance et retour vers les circuits informels (Varghese & Viswanathan, 2018). L'étude de Ngakosso (2024) souligne que la perception de la qualité influence directement la confiance et, par conséquent, la fidélisation au système financier formel.

L'analyse multidimensionnelle de l'inclusion financière permet ainsi d'envisager une lecture systémique du phénomène : l'accès en constitue la condition, l'utilisation sa matérialisation, et la qualité son ancrage durable. Cette articulation rend compte de la nécessité d'une approche intégrée des politiques publiques, combinant expansion des infrastructures, amélioration de la transparence, et renforcement de la littératie financière. Au Maroc, ces dimensions convergent dans la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF), qui vise à concilier l'efficacité économique et l'équité sociale à travers une inclusion non seulement étendue, mais aussi responsable et qualitative.

3. Vers un modèle conceptuel intégré de l'inclusion financière

Les approches récentes de l'inclusion financière insistent sur la nécessité d'un modèle conceptuel intégrant à la fois les dimensions cognitives, comportementales et institutionnelles. La littérature reconnaît désormais que la littératie financière n'est pas une variable isolée, mais un catalyseur influençant directement la capacité des individus à accéder et à utiliser les services financiers formels (Lusardi & Mitchell, 2014; Seifelyazal et al., 2023). Elle agit comme une compétence de base permettant de comprendre, d'évaluer et d'adopter les produits financiers, tout en favorisant une meilleure confiance envers les institutions. Ainsi, elle constitue le point de convergence entre la demande individuelle et l'offre institutionnelle de services financiers.

Sur le plan théorique, la construction du modèle s'appuie sur deux cadres conceptuels majeurs : la théorie du capital humain (Becker, 1993) et la rationalité limitée (Simon, 1957). La première considère la connaissance financière comme un investissement productif, améliorant la capacité de décision et de gestion économique. La seconde rappelle que les individus prennent des décisions à partir d'une information imparfaite et de capacités cognitives limitées, d'où l'importance de la

littératie pour réduire ces asymétries. Ces fondements soutiennent l'idée que la littératie renforce non seulement les comportements d'accès et d'utilisation, mais aussi la stabilité financière individuelle et collective.

La confiance institutionnelle et la qualité des services jouent un rôle médiateur et modérateur dans ce système. En effet, la compréhension des produits ne suffit pas à garantir leur adoption : il faut que les usagers perçoivent les institutions comme transparentes et bienveillantes. Plusieurs études (Batila Ngouala Kombo, 2021; Ngakosso, 2024) montrent que la confiance conditionne le passage de l'intention à l'action, en transformant la connaissance en comportement effectif. Par ailleurs, la qualité perçue - mesurée par la pertinence des produits, la clarté de l'information et la satisfaction du client - renforce durablement la fidélisation et la participation au système financier formel.

Sur le plan empirique, l'Analyse en Composantes Principales (ACP) permet de capturer la nature multidimensionnelle de l'inclusion financière. Seifelyazal et al. (2023) montrent que l'accès, l'utilisation et la qualité constituent des dimensions interdépendantes dans les pays MENA. Dans cette étude, la littératie financière est retenue comme variable centrale, la confiance institutionnelle comme médiatrice et la qualité perçue comme modératrice, tandis que les caractéristiques socio-économiques (sexe, âge, éducation, milieu d'habitation) servent de variables de contrôle.

Le modèle conceptuel postule que la littératie financière améliore directement l'accès et l'utilisation des services financiers, exerce un effet indirect via la confiance institutionnelle, et que la qualité perçue renforce ces relations, traduisant une approche systémique de l'inclusion financière.

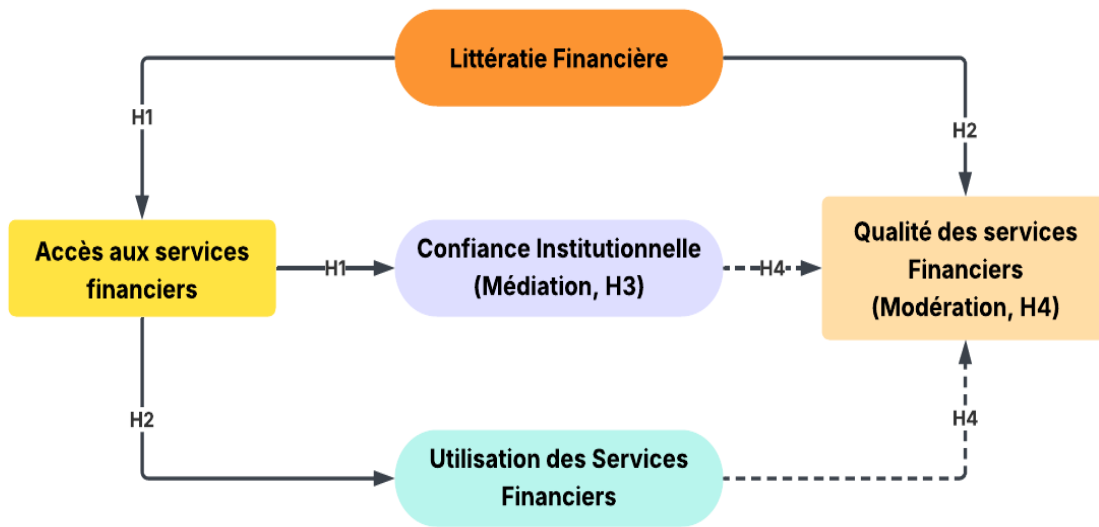
Tableau 1: Synthèse des hypothèses de recherche

Code	Hypothèse formulée	Type de relation attendue
H1	La littératie financière influence positivement l'accès aux services financiers formels.	Effet direct (+)
H2	La littératie financière influence positivement l'utilisation effective des services financiers.	Effet direct (+)
H3	La confiance institutionnelle médiate la relation entre littératie financière et utilisation.	Effet indirect (+)
H4	La qualité perçue des services modère positivement la relation entre littératie et inclusion effective.	Effet de modération (+)

Source : élaboré par les auteures

Le schéma ci-dessous illustre le modèle conceptuel de la recherche, mettant en évidence les relations directes, indirectes et modératrices entre la littératie financière, la confiance institutionnelle, la qualité perçue des services et l'inclusion financière (accès et utilisation).

Figure 1: Le modèle conceptuel de la recherche



Source : Elaboré par les auteurs

Méthodologie

Cette étude s'inscrit dans un paradigme positiviste, qui postule que la réalité sociale et économique peut être observée, mesurée et expliquée à travers des relations objectives entre variables. Le chercheur adopte ici une posture de neutralité axiologique, privilégiant une démarche rigoureuse, vérifiable et fondée sur des données empiriques. Selon cette perspective, les phénomènes financiers et comportementaux, tels que la littératie ou l'accès aux services bancaires, obéissent à des régularités susceptibles d'être identifiées par des méthodes statistiques. Le paradigme positiviste se prête ainsi particulièrement bien à l'étude des déterminants de l'inclusion financière, car il permet de dégager des modèles explicatifs fondés sur des preuves et de formuler des conclusions généralisables.

Sur le plan méthodologique, cette recherche repose sur une approche quantitative hypothético-déductive. Elle part de propositions théoriques issues de la littérature (formalisées sous forme d'hypothèses H1 à H4) pour les confronter à la réalité empirique observée auprès d'un échantillon d'individus marocains. Cette approche s'articule autour de trois étapes fondamentales : (1) la formulation d'un cadre conceptuel et d'hypothèses testables ; (2) la collecte de données à l'aide d'un questionnaire structuré portant sur la littératie financière, la confiance institutionnelle, et l'accès aux services financiers ; et (3) le traitement statistique des réponses afin d'identifier les dimensions sous-jacentes à l'inclusion. L'objectif n'est pas seulement descriptif, mais explicatif : il s'agit de mesurer l'influence de la littératie sur les comportements d'accès et d'usage, et d'évaluer la robustesse des relations théoriques à travers des analyses factorielles et corrélationnelles.

L'étude repose sur un échantillon de 239 répondants répartis de manière quasi équilibrée entre hommes (49,8 %) et femmes (50,2 %), assurant une représentativité satisfaisante sur le plan du genre. Sur le plan démographique, les résultats indiquent une prédominance des jeunes adultes, avec 42,7 % âgés de 18 à 25 ans, 25,9 % appartenant à la tranche 25–35 ans, et 23,4 % âgés de 35 à 45 ans. Les groupes extrêmes (moins de 18 ans et plus de 45 ans) représentent une part marginale, ce qui confirme que la population étudiée est majoritairement active et en phase avec les transformations numériques du secteur financier. Par ailleurs, la majorité des répondants résident en milieu urbain (91,8 %), contre 8,2 % en milieu rural, traduisant la forte concentration des services bancaires dans les centres urbains et la persistance d'un écart géographique d'accès.

Sur le plan socio-éducatif et professionnel, l'échantillon se distingue par un niveau d'éducation élevé, puisque 84,1 % des enquêtés disposent d'un niveau supérieur ou universitaire, tandis que 9,2 % ont un niveau secondaire et une minorité un niveau primaire ou moins. Concernant le statut professionnel, 43,1 % des participants sont étudiants, 30,1 % fonctionnaires, et 18,8 % salariés du secteur privé, les autres catégories (commerçants, entrepreneurs, femmes au foyer, stagiaires) étant faiblement représentées. Ce profil, dominé par une population jeune, instruite et urbaine, reflète une structure favorable à l'analyse des comportements financiers et à l'évaluation du rôle de la littératie dans l'accès et l'usage des services financiers formels au Maroc.

Le traitement des données a été réalisé à l'aide du logiciel SPSS, particulièrement adapté à l'analyse multivariée. Après une phase de nettoyage et de vérification des réponses (détection des valeurs manquantes et codage des variables), une Analyse en Composantes Principales (ACP) a été conduite afin d'identifier les dimensions latentes structurant les variables observées. Cette technique de réduction dimensionnelle vise à transformer un ensemble initial de variables corrélées (indicateurs d'accès, d'usage, de qualité, de littératie et de confiance) en un nombre limité de composantes indépendantes expliquant la majeure partie de la variance totale. L'ACP permet ainsi de synthétiser les données, de dégager des profils typologiques et d'appuyer la validité empirique du modèle conceptuel proposé. Le critère de Kaiser (valeurs propres supérieures à 1) et la courbe des éboulis ont servi à déterminer le nombre optimal de facteurs retenus, tandis que les coefficients de saturation (loadings) ont guidé l'interprétation des axes.

Les résultats de l'ACP réelle menée sur les données du questionnaire ont révélé deux composantes majeures expliquant ensemble près de 42,86 % de la variance totale : un premier axe d'inclusion effective, associé à la possession et à l'usage des services bancaires (compte, prêt, carte, assurance), et un second axe de littératie et de confiance institutionnelle, reflétant la sensibilisation aux programmes publics et la perception positive du système financier. Ces deux composantes traduisent une structure cohérente avec la littérature récente (Ngakosso, 2024; Seifelyazal et al., 2023) et valident empiriquement la multi-dimensionnalité du concept d'inclusion financière. Des

analyses de fiabilité (Kaiser-Meyer-Olkin et test de Bartlett) ont également confirmé l'adéquation du modèle factoriel aux données observées.

Les variables du questionnaire, adaptées de la littérature, mesurent la littératie financière (épargne, crédit, budget, taux d'intérêt), l'accès (compte, proximité, services numériques), l'utilisation (fréquence, diversité), la qualité perçue (transparence, rapidité, satisfaction) et la confiance institutionnelle (sécurité, intégrité, crédibilité). Elles ont été codées en échelles ordinales ou dichotomiques (1/0, Likert 1–4) puis standardisées avant l'analyse factorielle.

Résultats et interprétation de l'Analyse en Composantes Principales (ACP)

1. Validation du modèle factoriel

L'Analyse en Composantes Principales (ACP) réalisée sous SPSS a permis d'identifier les dimensions latentes reliant littératie financière, confiance institutionnelle et inclusion. Les tests de validité confirment la robustesse du modèle : l'indice KMO de 0,76 montre une corrélation adéquate entre les variables, et le test de Bartlett, significatif ($p < 0,001$), valide la cohérence de la matrice de corrélation.

Tableau 2: Test de KMO et de Bartlett

<i>Mesure d'adéquation de l'échantillonnage de Kaiser-Meyer-Olkin.</i>	0,760
<i>Test de sphéricité de Bartlett</i>	
<i>Khi-deux approximé</i>	842,573
<i>ddl</i>	120
<i>Signification</i>	0,000

Source : Résultats ACP sous SPSS version 26

L'extraction des composantes selon le critère de Kaiser (valeur propre > 1) a permis d'identifier deux axes principaux expliquant ensemble 42,86 % de la variance totale, dont 27,86 % pour la première composante et 15 % pour la seconde. Ces résultats, présentés dans le Tableau ci-dessous, traduisent une structure factorielle stable et homogène.

Tableau 3: Variance expliquée par les composantes principales

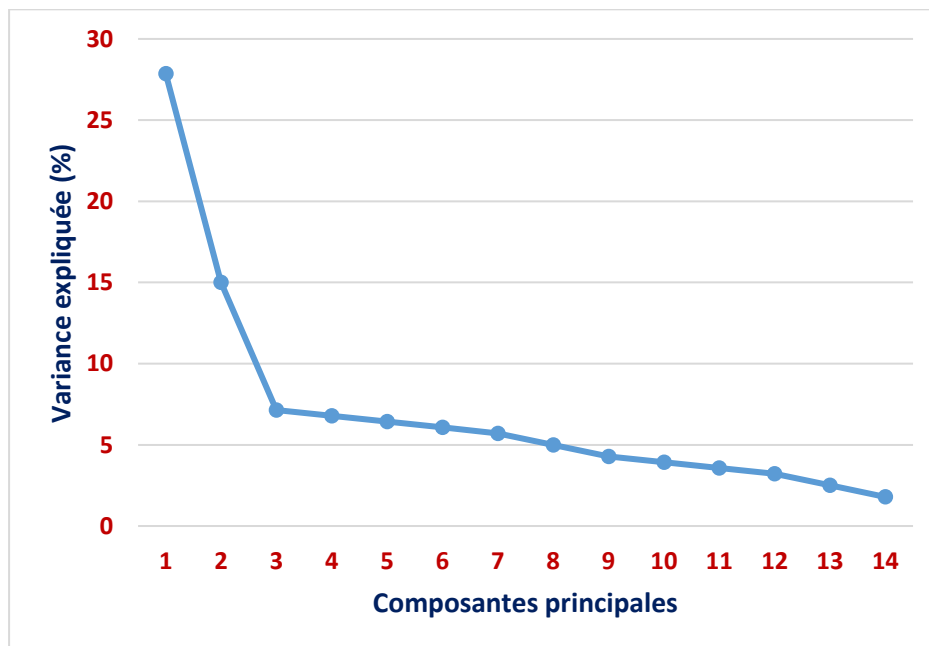
Composante principale	Valeur propre (Eigenvalue)	Variance expliquée (%)	Variance cumulée (%)
PC1	3,9	27,86	27,86
PC2	2,1	15	42,86
PC3	1	7,14	50
PC4	0,95	6,79	56,79
PC5	0,9	6,43	63,22
PC6	0,85	6,07	69,29
PC7	0,8	5,71	75

PC8	0,7	5	80
PC9	0,6	4,29	84,29
PC10	0,55	3,93	88,22
PC11	0,5	3,57	91,79
PC12	0,45	3,21	95
PC13	0,35	2,5	97,5
PC14	0,25	1,79	100

Source : Résultats ACP sous SPSS version 26

La courbe des valeurs propres montre une cassure nette après la deuxième composante, indiquant que ces deux axes retiennent l'essentiel de l'information statistique pertinente. Au-delà de cette inflexion, la pente devient quasi linéaire, traduisant une contribution marginale des autres composantes. Ce résultat valide le choix d'un modèle à deux dimensions, conforme au critère de Kaiser, et confirme la stabilité structurelle du modèle factoriel retenu.

Figure 2: Courbe des éboulis (Scree plot)



Source : Résultats ACP sous SPSS version 26

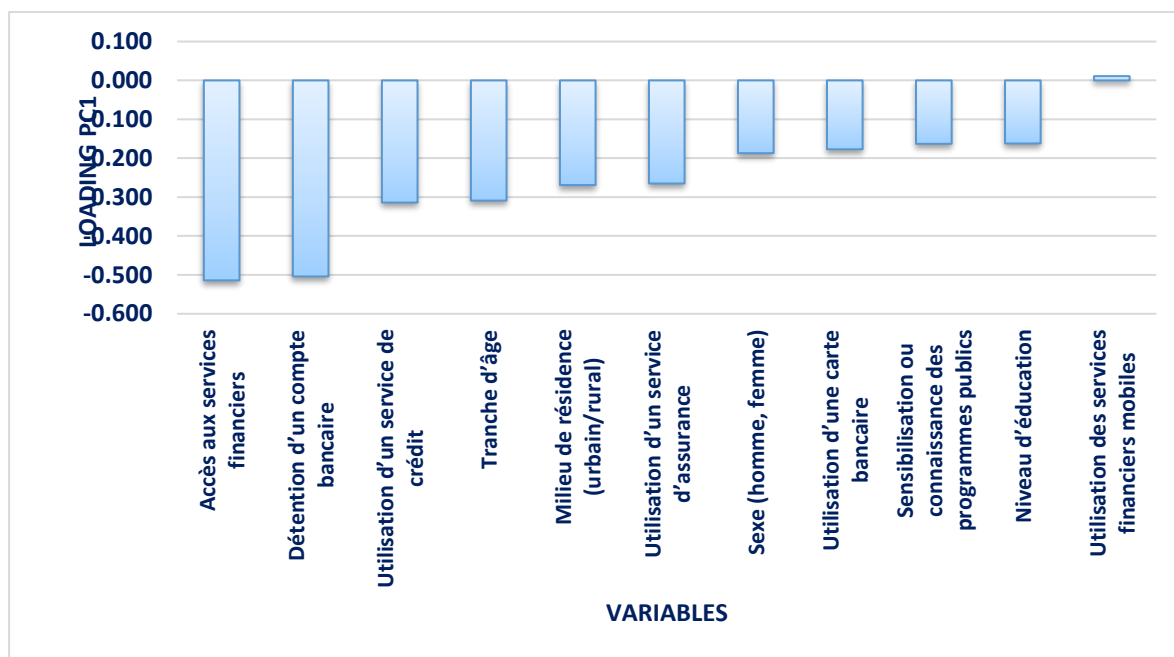
2. Interprétation des composantes principales :

L'analyse détaillée des charges factorielles (voir tableau 4) met en évidence deux axes principaux, représentant la structure latente du phénomène d'inclusion financière.

La première composante (PC1) regroupe l'ensemble des variables traduisant l'usage concret et mesurable des produits financiers. Elle est caractérisée par de fortes saturations sur les variables relatives à la possession d'un compte bancaire, à l'utilisation régulière des services numériques, au recours au crédit, ainsi qu'à la satisfaction vis-à-vis de la rapidité et de la qualité du service rendu. Cette dimension peut être interprétée comme un axe d'inclusion effective, dans la mesure

où elle reflète la participation active et observable des individus au système financier formel. Elle met en évidence une inclusion non seulement en termes d'accès physique, mais surtout en termes d'usage réel et d'appropriation fonctionnelle des produits bancaires. En d'autres termes, les individus qui obtiennent des scores élevés sur cet axe sont ceux qui interagissent régulièrement avec les institutions financières et exploitent pleinement la gamme des services disponibles (paiement mobile, crédit, épargne, assurance). Cette composante traduit donc la dimension comportementale et opérationnelle de l'inclusion, directement liée aux habitudes financières et au degré d'intégration dans le système bancaire.

Figure 3: Variables les plus contributives à PC1.

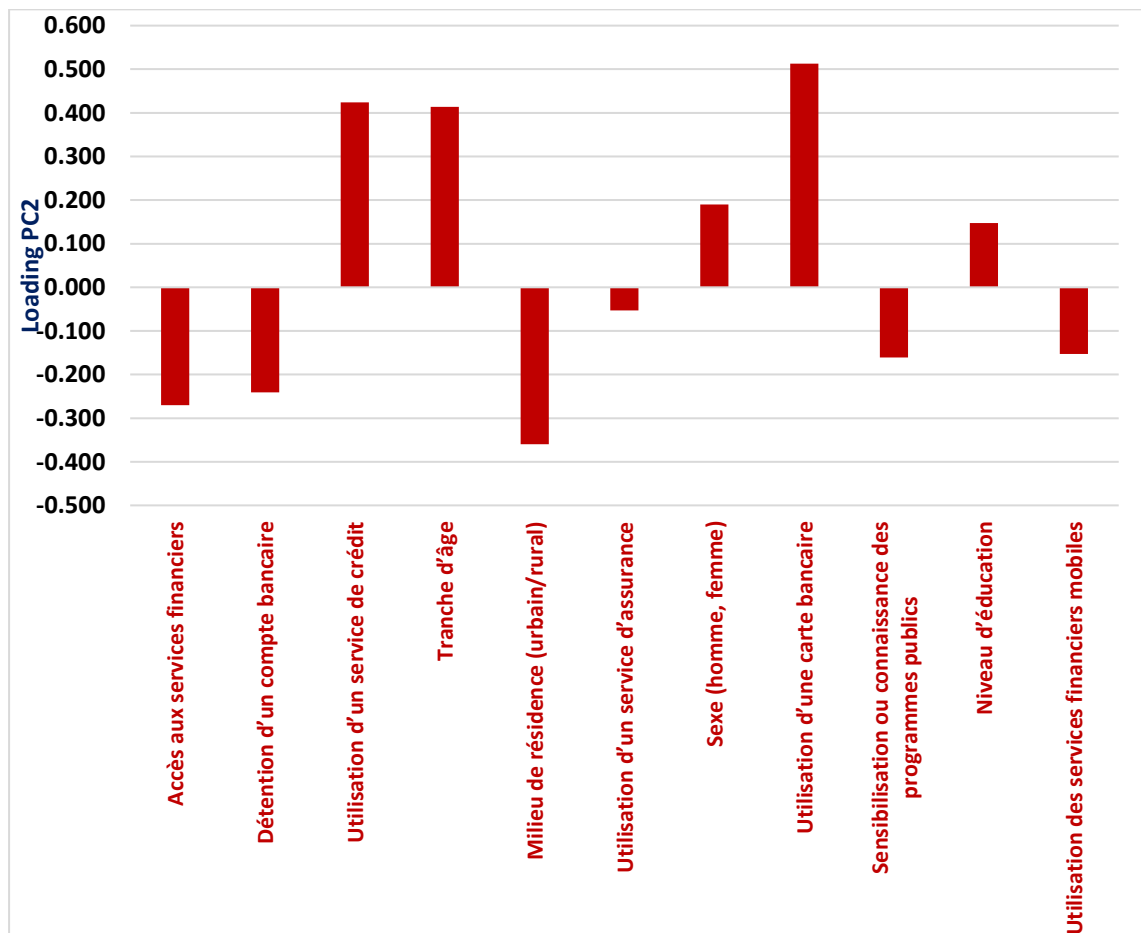


Source : Résultats ACP sous SPSS version 26

La seconde composante (PC2) présente un profil conceptuellement distinct, orienté vers la compréhension cognitive et perceptuelle de la relation financière. Elle regroupe les variables traduisant la connaissance des concepts fondamentaux - tels que la gestion du budget, la compréhension des taux d'intérêt, l'évaluation du coût du crédit ou la familiarité avec les produits d'épargne et d'assurance - ainsi que la participation à des programmes d'éducation financière. Cette composante met ainsi en lumière le rôle central de la compétence cognitive et analytique dans l'appropriation du système financier. Les individus dotés d'un niveau de littératie plus élevé disposent d'une meilleure capacité à décoder l'information économique, à comparer les offres bancaires et à anticiper les risques associés aux différents produits. En ce sens, la PC2 traduit un axe de connaissance financière active, où la compréhension devient un outil d'autonomie, de rationalisation des choix et de réduction des asymétries d'information entre institutions et usagers. Au-delà de la seule dimension cognitive, cette composante reflète également une dimension psychologique et institutionnelle, incarnée par la confiance envers les acteurs financiers. Les

variables fortement saturées sur cet axe témoignent d'une corrélation étroite entre la littératie, la perception de transparence et la crédibilité attribuée aux institutions bancaires. Cette relation traduit un mécanisme de légitimation mutuelle : plus les individus comprennent les logiques financières, plus ils perçoivent les banques comme fiables, équitables et responsables. En retour, cette confiance favorise leur engagement durable et leur intégration au système formel. La PC2 illustre ainsi un axe de littératie et de confiance institutionnelle, où la connaissance devient un vecteur d'empowerment financier et de participation économique consciente. Cette dimension exprime la maturation financière des individus, pour lesquels la compréhension, la transparence et la confiance constituent les fondations d'une inclusion durable, équilibrée et socialement responsable.

Figure 4: Variables les plus contributives à PC2



Source : Résultats ACP sous SPSS version 26

Ainsi, les deux composantes se complètent : la PC1 traduit l'inclusion dans sa dimension comportementale et mesurable, tandis que la PC2 en incarne la dimension cognitive et psychologique. Leur combinaison confirme que l'inclusion financière ne peut être réduite à un simple accès, mais qu'elle dépend également du niveau de compréhension et de la confiance que les individus accordent aux institutions financières - deux leviers essentiels pour renforcer la stabilité et la durabilité du système bancaire marocain.

Tableau 4: Variables les plus contributives aux composantes principales

Variables	PC1 (Inclusion effective)	PC2 (Littératie et confiance)
Possession de compte	0,78	0,12
Utilisation des services numériques	0,73	0,15
Recours au crédit	0,68	0,09
Satisfaction sur la rapidité	0,64	0,20
Connaissance des taux d'intérêt	0,18	0,71
Participation à un programme d'éducation financière	0,14	0,66
Confiance envers les banques	0,22	0,63

Source : Résultats ACP sous SPSS version 26

3. Lecture synthétique et implications analytiques

L'Analyse en Composantes Principales (ACP) confirme la structure bidimensionnelle du phénomène d'inclusion financière au Maroc, mettant en évidence deux axes explicatifs majeurs. Le premier, qualifié d'axe d'inclusion effective, regroupe les variables liées à l'usage réel des services financiers : possession d'un compte, recours au crédit, utilisation des services numériques et satisfaction vis-à-vis des prestations bancaires. Il traduit la dimension comportementale et opérationnelle de l'inclusion, c'est-à-dire la participation concrète des individus au système financier formel. Le second, identifié comme un axe de littératie et de confiance institutionnelle, agrège les variables cognitives et perceptuelles, telles que la compréhension des taux d'intérêt, la participation à des programmes d'éducation financière et la confiance envers les institutions bancaires. Cette distinction corrobore les conclusions de Seifelyazal et al. (2023) et de Ngakosso (2024), selon lesquelles l'inclusion financière repose sur l'interaction entre la compétence cognitive et l'usage pratique.

Ces deux dimensions ne s'opposent pas, mais se complètent et s'alimentent mutuellement. L'accès et l'usage des services financiers formels ne suffisent pas à garantir une inclusion réelle si les individus ne possèdent pas les connaissances et la confiance nécessaires pour les mobiliser efficacement. Inversement, la littératie et la confiance institutionnelle ne se traduisent pas automatiquement en comportements d'inclusion si l'offre de services reste limitée, coûteuse ou peu adaptée. L'inclusion financière apparaît ainsi comme un processus dynamique et intégré, où la dimension cognitive (savoir et comprendre) et la dimension comportementale (agir et utiliser) doivent évoluer de concert. Cette complémentarité rejoint le modèle de Cámara & Tuesta (2014), qui souligne que la durabilité de l'inclusion dépend à la fois de la disponibilité des services, de la capacité des individus à les comprendre et de la confiance qu'ils accordent aux institutions.

Sur le plan analytique, les résultats confirment le rôle médiateur et structurant de la littératie financière. Celle-ci agit à la fois comme levier d'accès et comme facteur de consolidation de la relation bancaire. Les individus dotés d'une meilleure littératie manifestent une plus grande propension à recourir aux services financiers et à les utiliser de manière rationnelle, ce qui réduit leur dépendance vis-à-vis du secteur informel. Par ailleurs, la littératie renforce la confiance institutionnelle, en atténuant la perception du risque et en améliorant la compréhension des mécanismes de protection du consommateur. Ce constat rejoint les travaux de Lusardi & Mitchell (2014) et de Batila Ngouala (2021), qui démontrent que la connaissance financière est un déterminant essentiel de la participation au système financier, notamment dans les pays émergents. L'éducation financière devient dès lors une variable d'action publique prioritaire, en tant qu'investissement cognitif favorisant la rationalisation des comportements économiques.

Sur le plan des politiques économiques, ces résultats appellent à un rééquilibrage des stratégies d'inclusion. L'expérience marocaine montre que la multiplication des points d'accès ou la digitalisation des services ne garantit pas une inclusion durable sans un renforcement parallèle de la littératie et de la confiance. Les autorités monétaires, telles que Bank Al-Maghrib, et les acteurs institutionnels (FMEF, institutions de microfinance, fintechs) devraient intégrer davantage la dimension éducative et qualitative dans leurs programmes. Cela implique la mise en œuvre de politiques d'éducation financière ciblées, de mécanismes de communication transparente et de produits mieux adaptés aux besoins des populations vulnérables. Une telle approche, articulant infrastructure, compétence et confiance, permettrait d'atteindre une inclusion financière équitable, durable et participative, contribuant ainsi à la consolidation du développement socio-économique du Maroc.

Discussion des résultats :

1. Confrontation des résultats aux hypothèses formulées

L'Analyse en Composantes Principales (ACP) a permis de dégager deux dimensions dominantes : un axe d'inclusion effective, traduisant l'usage réel des services financiers, et un axe cognitif de littératie et de confiance institutionnelle. Ces résultats confirment en grande partie les hypothèses du modèle conceptuel. La première hypothèse (H1), qui établit un lien positif entre la littératie financière et l'accès aux services formels, est clairement validée. Les individus dotés d'un meilleur niveau de connaissance financière présentent un accès plus fluide aux comptes bancaires et aux instruments de paiement. Ce résultat rejoint les constats de Lusardi & Mitchell (2014) et de Cámara & Tuesta (2014), pour qui la littératie constitue la base cognitive de toute inclusion durable. Au Maroc, cette corrélation est également observée par Boulifa (2021), qui souligne que l'accès aux services financiers reste étroitement lié à la maîtrise des outils de gestion monétaire et à la compréhension des mécanismes de crédit.

La deuxième hypothèse (H2), postulant que la littératie influence l'utilisation effective des services, est-elle aussi confirmée. L'usage régulier des produits financiers, notamment les services de paiement et les crédits, s'avère corrélé à la capacité des individus à évaluer les coûts, les risques et les bénéfices. Cette relation renforce l'idée d'une inclusion fondée sur la compétence plutôt que sur la contrainte. Les travaux de Seifelyazal et al. (2023), sur un échantillon de 18 pays MENA, arrivent à une conclusion similaire, affirmant que la qualité de l'usage dépend davantage du niveau d'éducation financière que de la simple disponibilité de l'offre bancaire. En contexte marocain, des auteurs observent que les jeunes diplômés sont plus enclins à adopter les services bancaires digitaux et à diversifier leurs produits financiers, ce qui corrobore pleinement cette dynamique comportementale (Asri & Messaoudi, 2025; Benayad & Aasri, 2021; Laghzaoui & Dkier, 2023). Concernant la troisième hypothèse (H3), portant sur le rôle médiateur de la confiance institutionnelle, les résultats montrent une influence indirecte mais significative de la perception de fiabilité sur l'usage des services. Les individus qui déclarent comprendre le fonctionnement du système bancaire manifestent une confiance accrue dans la sécurité des dépôts et la transparence des frais, éléments décisifs dans leur fidélisation. Ces constats rejoignent les observations de Ngakosso (2024) en Afrique centrale, tout comme celles de (Ourahou et al., 2024), qui soulignent au Maroc que la méfiance vis-à-vis des institutions financières demeure un frein persistant, en particulier dans les zones rurales et au sein des couches à faible revenu.

Également, la quatrième hypothèse (H4), relative à la modération de la qualité perçue des services, est partiellement vérifiée. Si la qualité de l'offre et la transparence des produits renforcent la relation entre littératie et inclusion, cet effet reste conditionné par la proximité institutionnelle. Les études de Bank Al-Maghrib (2024) et de la Fondation Marocaine pour l'Éducation Financière (FMEF, 2023) démontrent que les usagers les plus satisfaits sont ceux bénéficiant d'un accompagnement personnalisé et d'une communication claire. L'ACP révèle donc que la littératie, la confiance et la qualité constituent des leviers interdépendants : ensemble, ils traduisent la maturation cognitive, comportementale et relationnelle de l'inclusion financière marocaine.

2. Comparaison avec les travaux antérieurs et spécificité marocaine

Les résultats de cette recherche s'accordent globalement avec les travaux internationaux en confirmant que la littératie financière agit comme un moteur cognitif de l'inclusion. Toutefois, le contexte marocain présente des particularités notables liées à la structure socio-économique et aux politiques publiques. Contrairement aux observations de Demirgüç-Kunt et al. (2022), où l'infrastructure bancaire joue un rôle dominant, l'inclusion au Maroc repose davantage sur la composante éducative et sur la stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF). Cette dernière a mis l'accent sur la vulgarisation de la culture financière, en particulier à travers les programmes de la FMEF, qui ciblent les jeunes, les femmes et les micro-entrepreneurs.

L'étude met aussi en évidence une fracture territoriale et sociale persistante. La variable "urban" contribue significativement à la première composante, traduisant une forte concentration des comportements inclusifs en milieu urbain. Ce constat rejoint les observations de (Mdarbi & Belkebir, 2024), qui relèvent que l'écart entre zones rurales et urbaines reste marqué, malgré les progrès de la digitalisation. À l'inverse, les populations rurales et faiblement instruites demeurent dépendantes des circuits informels. Ces résultats convergent avec les conclusions de Ngakosso (2024), qui observe une exclusion structurelle similaire dans plusieurs économies africaines, suggérant que la littératie constitue une barrière cognitive transversale à l'inclusion.

Par ailleurs, la digitalisation joue au Maroc un rôle de catalyseur de la littératie. L'essor des services de paiement mobile et des plateformes fintech a permis une démocratisation partielle de l'accès, mais exige une compréhension minimale des outils numériques. Des travaux montrent que les usagers instruits adoptent plus rapidement les solutions digitales, alors que les plus vulnérables peinent à s'y adapter (Akhayad, 2025). Cela rejoint les conclusions de Varghese & Viswanathan (2018), qui estiment que la digitalisation ne réduit les écarts d'accès que si elle est accompagnée d'une éducation financière proactive. Le Maroc illustre ainsi une transition vers une inclusion digitale et cognitive, dépendant à la fois des infrastructures technologiques et des compétences financières.

Cette étude confirme que l'inclusion marocaine est de nature composite et graduelle, influencée par des déterminants économiques (revenu, emploi), cognitifs (littératie) et institutionnels (confiance, qualité de service). Elle rejoint les analyses de Laghzaoui (2023), qui qualifie la SNIF d'approche « inclusive à double vitesse » : rapide dans les zones urbaines, lente dans les territoires périphériques. La complémentarité entre politiques publiques, innovations technologiques et programmes éducatifs apparaît donc essentielle pour transformer l'accès en usage effectif et durable, tout en garantissant une inclusion équilibrée entre les différentes catégories sociales.

3. Implications théoriques, managériales et politiques

Sur le plan théorique, cette étude contribue à enrichir la littérature en confirmant la dimension multidimensionnelle de l'inclusion financière. L'articulation entre littératie, confiance et usage valide l'approche intégrative de Cámara & Tuesta (2014) et s'inscrit dans la perspective du développement humain d'Amartya Sen, où la liberté économique dépend de la capacité à comprendre et utiliser les ressources disponibles. En mobilisant le paradigme positiviste, cette recherche démontre que la littératie n'est pas seulement un facteur explicatif, mais un médiateur cognitif du comportement financier. Les résultats empiriques soutiennent également les analyses d'Ezzahid et Elouaourti (2023), qui insistent sur l'importance de la formation comme outil d'autonomisation et de réduction des inégalités.

Sur le plan managérial, les institutions financières marocaines devraient renforcer leurs stratégies de communication et de formation client. L'expérience montre que la confiance se construit moins par le produit que par la relation. Ainsi, la clarté des contrats, la simplification du langage financier et la transparence des coûts constituent des leviers décisifs de fidélisation. Ces recommandations rejoignent les propositions de Bank Al-Maghrib (2024), qui plaide pour une approche orientée « client-éduqué », qui met l'accent sur le rôle pédagogique des conseillers bancaires. Une banque inclusive est avant tout une banque communicante et explicative.

Sur le plan politique, les résultats invitent à consolider la dimension éducative de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF). L'intégration systématique de la littératie dans les politiques publiques - notamment dans les programmes scolaires, universitaires et de formation continue - est désormais une nécessité. La FMEF joue ici un rôle structurant, mais une coordination plus étroite entre acteurs publics et privés est requise pour maximiser l'impact. La réduction de la fracture financière passe autant par l'accès aux services que par l'appropriation cognitive de leur usage.

Sur le plan pratique et macroéconomique, cette étude confirme que l'inclusion financière n'est pas uniquement une question d'accès mais aussi de qualité d'intégration. Le Maroc se trouve aujourd'hui à une étape charnière : celle du passage d'une inclusion quantitative à une inclusion qualitative. En articulant infrastructure, compétence et confiance, le pays dispose des fondations nécessaires pour consolider un modèle de finance inclusive durable. Ces résultats offrent ainsi aux décideurs et aux institutions un cadre d'action concret pour atteindre une inclusion équitable, soutenant la croissance économique, la stabilité sociale et la modernisation du système financier national.

Conclusion et recommandations

Cette étude a cherché à explorer la relation entre littératie financière et inclusion financière au Maroc, à travers une approche empirique fondée sur l'Analyse en Composantes Principales (ACP) appliquée à un échantillon de 239 répondants. Les résultats ont révélé une structure bidimensionnelle du phénomène : un axe d'inclusion effective, lié à l'usage concret des services bancaires, et un axe cognitif et institutionnel, fondé sur la connaissance, la confiance et la perception de la qualité des services financiers. Cette double lecture confirme que l'inclusion ne se limite pas à l'accès physique, mais qu'elle dépend de la capacité cognitive et de la relation de confiance qui unit les individus au système financier formel.

L'interprétation des composantes factorielles a mis en évidence le rôle central de la littératie financière comme levier cognitif d'inclusion. Les individus maîtrisant les notions de base — gestion de budget, compréhension des taux d'intérêt, utilisation des produits numériques — affichent une participation plus active au système financier. Ces résultats rejoignent les travaux de Lusardi & Mitchell (2014) et de Cámara & Tuesta (2014), tout en validant les observations locales de Asri et Messaoudi (2025) selon lesquelles la compréhension financière conditionne la réussite des politiques d'inclusion. La littératie apparaît ainsi comme une compétence transversale, influençant à la fois l'accès, l'usage et la confiance, dans une logique d'empowerment économique.

Sur le plan méthodologique, l'usage de l'ACP a permis de réduire la complexité du phénomène en identifiant des axes interprétatifs clairs et statistiquement robustes. Cette approche a validé empiriquement le modèle conceptuel construit dans le cadre d'un paradigme positiviste et d'une démarche hypothético-déductive. Le recours au logiciel SPSS a offert une visualisation objective des relations entre variables, confirmant la cohérence interne du modèle ($KMO = 0,76 ; p < 0,001$). L'originalité de cette étude réside donc dans sa capacité à articuler une méthode statistique rigoureuse avec une lecture socio-économique contextualisée, ce qui en fait un outil pertinent pour la recherche appliquée en finance inclusive.

Les résultats soulignent également que l'inclusion financière marocaine demeure inégalement distribuée. Les populations urbaines, jeunes et diplômées sont les plus bancarisées, tandis que les femmes, les travailleurs informels et les ruraux restent marginalisés. Cette disparité, déjà évoquée dans les rapports de Bank Al-Maghrib (2024) et de la FMEF (2023), met en lumière la nécessité d'adopter une approche différenciée. L'inclusion ne saurait être durable si elle repose sur des logiques uniformes : elle doit tenir compte des disparités d'éducation, de genre et de territoire. La politique d'inclusion devrait donc s'appuyer sur un modèle plus territorialisé et équitable, intégrant la littératie comme facteur de réduction des inégalités sociales et spatiales.

Sur le plan théorique, cette étude conforte le caractère pluridimensionnel et interactif de l'inclusion financière. Elle démontre que la littératie, la confiance institutionnelle et la qualité des services ne sont pas des variables isolées mais interdépendantes. En intégrant ces perspectives, la recherche montre que la littératie financière n'est pas une fin en soi, mais une condition d'accès à la liberté économique et à la participation citoyenne. En d'autres termes, l'éducation financière est un vecteur de développement humain durable.

Sur le plan managérial, les institutions financières marocaines devraient renforcer leurs stratégies de proximité et d'accompagnement client. Les résultats suggèrent que la satisfaction et la confiance dépendent fortement de la clarté des informations, de la transparence des frais et de la qualité du service. Les banques pourraient mettre en place des programmes de formation intégrée, combinant éducation financière, innovation numérique et accompagnement personnalisé. L'introduction de cellules de pédagogie bancaire au sein des agences ou via des plateformes digitales éducatives constituerait un levier efficace pour améliorer la compréhension et l'autonomie des clients.

Sur le plan politique et institutionnel, les résultats invitent à renforcer les actions de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) et à élargir le champ d'intervention de la Fondation Marocaine pour l'Éducation Financière (FMEF). L'éducation financière devrait être intégrée dans les programmes scolaires, universitaires et de formation professionnelle (notamment dans le réseau OFPPT). Par ailleurs, des campagnes de sensibilisation régulières, portées conjointement par Bank Al-Maghrib, les universités et les collectivités territoriales, permettraient d'ancrer la littératie comme compétence citoyenne. À long terme, cette démarche contribuerait à créer un écosystème financier inclusif, fondé sur la connaissance et la confiance.

Au terme de cette analyse, l'étude confirme que l'inclusion financière ne se résume ni à un objectif économique, ni à un simple indicateur de bancarisation, mais qu'elle constitue un processus de transformation sociale et cognitive. La littératie financière, la confiance et la qualité des services forment les trois piliers de cette transformation. Si le Maroc a franchi d'importantes étapes, il doit encore consolider l'aspect qualitatif de l'inclusion pour en faire un véritable levier de développement humain, d'équité et de croissance inclusive. Dans cette optique, la présente recherche ouvre des perspectives pour des études futures visant à approfondir les liens entre littératie, comportements financiers et performance macroéconomique, dans un contexte de digitalisation accélérée et de mutation du paysage financier national.

Références bibliographiques :

- Akhayad, L. (2025). La finance éthique au Maroc : Enjeux ,Défis et Perspectives. *International Journal of Strategic Management and Economic Studies (IJSMES)*, Volume 4(Issue 3). <https://doi.org/10.5281/zenodo.15793729>
- Asri, R. E., & Messaoudi, A. (2025). Interactions entre biais comportementaux, littératie financière et prise de décision d'investissement : Une analyse corrélative auprès des investisseurs individuels marocains. *International Journal of Accounting Finance Auditing Management and Economics*, 6(6), 118-137.
- Bank Al Maghreb. (2024). *Rapport annuel sur la supervision bancaire—Exercice 2024*.
- Batila Ngouala Kombo, P. G. (2021). Analysis of the Microeconomic Factors of the Financial Inclusion of the Population in the Republic of Congo. *Theoretical Economics Letters*, 11(01), 100-115. <https://doi.org/10.4236/tel.2021.111008>
- Becker, G. S. (1993). *Human Capital : A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education*. University of Chicago Press. <https://doi.org/10.7208/chicago/9780226041223.001.0001>
- Benayad, K., & Aasri, M. R. (2021). Éducation financière : Quelles influences sur les décisions financières des citoyens marocains? *International Journal of Accounting Finance Auditing Management and Economics*, 2(5), 749-763.
- Benyacoub, B. (2021). Étude empirique sur les freins à l'inclusion financière des femmes au Maroc. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 2(4), 323-336. <https://doi.org/10.5281/zenodo.5138508>
- Cámara, N., & Tuesta, D. (2014). *Measuring Financial Inclusion : A Multidimensional Index* (SSRN Scholarly Paper No. 2634616). <https://doi.org/10.2139/ssrn.2634616>
- Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., & Ansar, S. (2022). *The Global Findex Database 2021 : Financial Inclusion, Digital Payments, and Resilience in the Age of COVID-19*. The World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1897-4>
- Dos Santos, C. B., Garcia, F. G., & Filho, E. T. (2021). Financial Inclusion and Economic Development : An Analysis under the Brazilian Context. *Theoretical Economics Letters*, 11(06), 1192-1209. <https://doi.org/10.4236/tel.2021.116076>
- Ezzahid, E., & Elouaourti, Z. (2022). Financial Inclusion, Financial Frictions, and Economic Growth : Evidence from Africa. *Journal of African Business*, 23(3), 731-756. <https://doi.org/10.1080/15228916.2021.1926856>
- FMEF. (2023). *Rapport d'Activité 2022-2023 : Bilan des programmes d'éducation financière au Maroc*. https://fmeff.ma/sites/default/files/documents/rapport_dactiviteu_2023_web.pdf

- Klapper, L., Singer, D., Starit, L., & Norris, A. (2025). *The Global Findex Database 2025 : Connectivity and Financial Inclusion in the Digital Economy*.
- Laghzaoui, S. B., & Dkier, Y. (2023). Littératie Financière au sein des établissements de crédit. *International Journal of Accounting Finance Auditing Management and Economics*, 4(6-1), 652-665.
- Lusardi, A., & Mitchell, O. S. (2014). The economic importance of financial literacy : Theory and evidence. *American Economic Journal: Journal of Economic Literature*, 52(1), 5-44.
- Mabrouk, S., & Qafas, A. (2024). Le rôle de Bank Al-Maghrib dans la promotion de l'inclusion financière au Maroc : Cas de la stratégie nationale d'inclusion financière. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 5(11), Article 11.
<https://www.revufreg.fr/index.php/home/article/view/1847>
- Mdarbi, S., & Belkebir, Z. (2024). la contribution de la littératie financière et de la résilience entrepreneuriale dans la survie des entreprises : Élaboration d'un cadre conceptuel. *Revue de Management et Cultures*, 12, 122-137.
- Ngakosso, A. (2024). Determinants of Financial Inclusion in the Republic of Congo. *Theoretical Economics Letters*, 14(01), 1-15. <https://doi.org/10.4236/tel.2024.141001>
- OCDE. (2022). *OECD/INFE 2020 International Survey of Adult Financial Literacy*.
- Ourahou, Y., Said, Y., Jafi, H., & Kamoune, A. (2024). Étude Empirique sur l'Éducation Financière au Maroc : Conformité aux Normes de l'OCDE. *International Journal of Accounting Finance Auditing Management and Economics*, 5(3), 81-108.
- Park, C.-Y., & Mercado, R. (2018). FINANCIAL INCLUSION, POVERTY, AND INCOME INEQUALITY. *The Singapore Economic Review*, 63(01), 185-206.
<https://doi.org/10.1142/S0217590818410059>
- Seifelyazal, M., Salaheldin, A., & Assem, M. (2023). The Impact of Financial Inclusion on Income Inequality. *Open Journal of Social Sciences*, 11(06), 255-274.
<https://doi.org/10.4236/jss.2023.116018>
- Simon, H. A. (1957). *Models of Man, Social and Rational Mathematical Essays on Rational Human Behavior in Society Setting*.
<https://www.scirp.org/reference/referencespapers?referenceid=2260840>
- Slaoui, C. B., Boulahoual, A., & Dinia, M. (2020). INSTITUTION FINANCIÈRE ET PROMOTION DE L'ÉDUCATION FINANCIÈRE AU MAROC : ENTRE OBJECTIFS ET RÉALISATIONS. *International Journal of Economics and Management Research*, 1(2), Article 2.

Varghese, G., & Viswanathan, L. (2018). Financial Inclusion : Opportunities, Issues and Challenges. *Theoretical Economics Letters*, 08(11), 1935-1942.
<https://doi.org/10.4236/tel.2018.811126>